

SOCIÉTÉS

Académie Nationale de Metz

Séance du 2 octobre 1986

Il est procédé sur les rapports de MM. Michaux, Bloch et Hennequin à l'élection au rang d'associé libre de MM. Bernard Grunwald, Jean-Michel Bloch et Jean Lesage.

M. Denis Metzger présente ensuite sa communication sur « Les origines et les attaches mosellanes d'Adrienne Thomas (1897-1980), romancière de langue allemande et témoin de son temps ».

Adrienne Thomas, romancière autrichienne d'origine lorraine est morte à Vienne le 7 novembre 1980 à l'âge de 83 ans. De son vrai nom Hertha Strauch, elle vit le jour en 1897 à Saint-Avold dans une famille de commerçants juifs originaires de Prusse Orientale. Dans les années trente, elle connut la célébrité grâce à son premier livre « Die Katrin wird Soldat », qui fut traduit en quinze langues, et dont l'édition française (1933) bénéficia d'une préface de Jean Giraudoux.

Adrienne Thomas passa sa prime enfance à Saint-Avold avant de connaître à Metz, où ses parents se fixèrent en 1905, une jeunesse parfaitement heureuse. En 1914, à la déclaration de la guerre, elle a 17 ans. Partagée entre ses sentiments francophiles et son attachement raisonné et légitime à la patrie allemande, elle veut se rendre utile et servir une cause humanitaire sans renier ses sentiments si cruellement opposés ! Dès les premières semaines de la guerre, elle s'engage comme auxiliaire de la Croix-Rouge à la gare centrale de Metz. Elle y assiste aux départs conquérants des jeunes recrues, auxquels succèdent bientôt dans l'autre sens, les convois de blessés et de mourants, les trains ambulances et leurs tristes cortèges d'amputés, de gazés et de morts en sursis.

Pendant près d'un an et demi, d'août 1914 à décembre 1915, la jeune fille est témoin de tous les malheurs et toutes les souffrances de la guerre. Jamais elle n'oubliera. En 1916, ses parents quittent Metz trop exposée aux aléas du front et se replient à Berlin.

Après les hostilités, hantée par son passé messin autant que par les images que la grande guerre a gravées dans sa mémoire d'adolescente, elle décide de réunir ses souvenirs et d'écrire un livre. Ainsi naît « Catherine Soldat » roman largement autobiographique mais aussi plaidoyer pacifiste et réquisitoire contre la guerre. L'action se situe à Metz et les héros en sont de jeunes Lorrains mais surtout une jeune Messine, Catherine Lentz dont Adrienne Thomas dira plus tard « Oui Catherine c'était moi, car c'est ainsi que j'ai vécu les événements ».

En 1933 au moment où il paraît en France, tardivement il est vrai, ce best-seller mondial est brûlé à Berlin et peu après les Nazis s'emparent du pouvoir. Obligée de fuir, Adrienne Thomas se réfugie en Autriche, mais quatre années plus tard l'Anschluss la surprend à Vienne. A nouveau elle fuit et trouve asile en France. En mai 1938, elle est « retenue » au Vélodrome d'Hiver, puis enfermée au camp pyrénéen de Gurs. Un mois plus tard elle s'en évade, gagne Lisbonne et trouve son salut aux États-Unis.

En 1944 elle revient à Vienne et y épouse un autre exilé de retour au pays, le Docteur Julius Deutsch, homme politique, ancien secrétaire d'État, fondateur du Parti Social-Démocrate autrichien et combattant d'Espagne.

Elle publie successivement « Reisen Sie ab Mademoiselle » qui retrace sous une forme romancée son odyssee austro-française de 1938 à 1940, et « Ein Fenster am

East River » inspiré de son séjour américain. Puis, très tôt dans les années cinquante, prématurément sans doute, elle met fin à sa carrière littéraire; son œuvre, une dizaine de romans et quelques livres d'enfants, tombent peu à peu dans l'oubli. Après la mort de Julius Deutsch en 1968, elle passe les dernières années de sa vie dans sa résidence viennoise, honorée par les autorités autrichiennes mais paradoxalement et comme Mungenast oubliée par sa patrie lorraine.

Prennent part à l'échange qui suit MM. Bloch et Rouillard.

Séance du 4 décembre 1986

Sur rapport de M. Le Moigne, Mlle Marie-France Jacops est élue membre-correspondant. A la suite du rapport de M. Henri Hiegel, lu par M. Henrion, M. l'abbé Joseph Colbus est également admis en tant que membre-correspondant.

L'Académie entend ensuite la communication de M. Hans-Walter Herrmann sur « Le droit de péage en Lorraine médiévale ».

Le conduit était une taxe perçue sur les marchands et charretiers pour leur garantir la circulation sur les routes publiques. Celui qui exigeait cette taxe devait protéger les voyageurs traversant son territoire des attaques imprévues, des brigandages, des vols. Le cas échéant il était obligé de rembourser les dommages causés aux voyageurs dans son conduit. Le conduit constituait une source de revenus considérables. Les tarifs du conduit variaient selon le temps et selon le lieu. Souvent ils distinguaient entre voitures, charriots chargés ou vides, grandes bêtes et petites bêtes.

Le droit de conduit, originellement un droit régalien, faisait partie des droits ducaux. Mais les ducs de la Lorraine n'ont pas réussi à maintenir ce droit dans toute sa large extension entre Vosges et Argonne face à la concurrence d'autres puissances régionales. Ce ne sont pas tous les princes et comtes lorrains qui possédaient ce droit, mais seulement les comtes de Bar, de Luxembourg, de Sarrebruck, de Deux-Ponts, de Deux-Ponts-Bitche, de Sarrewerden, de La Petite Pierre et de Salm. Il manque dans cette liste les comtes de Vaudémont et de Chiny, les évêques de Metz, Toul et Verdun, les seigneurs de Blâmont et de Fénétrange et les trois cités.

Les résultats de l'exposé ne sont pas encore définitifs. Il faut élargir la base des sources, éclaircir les différences entre le péage ancien, le tonlieu et la taxe de conduit, compléter le tableau des routes publiques et comparer les résultats de la Lorraine avec d'autres régions de l'Empire.

Prennent part au débat qui suit MM. Henrion, Tribout de Morembert, Mendel, Michel et Dicop.

Puis la parole est donnée à M. Gérard Nauroy pour son exposé consacré à « L'affaire des basiliques à Milan en 386 : l'Évêque Ambroise face au problème arien ».

L'arianisme, qui s'est répandu en se ramifiant rapidement dans de nombreuses tendances, a été au cœur des controverses théologiques du IV^e siècle. A Milan, s'est déroulé sous l'épiscopat d'Ambroise, en 386, un épisode décisif de la lutte entre l'orthodoxie et l'un des courants les plus influents en Occident du subordinationisme arien, l'homéisme défini par les conciles de Rimini (359) et de Constantinople (360).

L'exposé propose une nouvelle lecture de ces journées dramatiques, durant lesquelles, à propos de la revendication d'une basilique pour le culte des fidèles de Rimini, le Palais impérial, animé par la régente Justine, et l'évêque de Milan, soutenu par la population, se sont affrontés.

Il s'agit d'abord de replacer cet événement dans son contexte le plus large par un rappel de l'enjeu : la contestation théologique relative à la définition des deux premières personnes de la Trinité; ensuite d'évoquer quelques jalons historiques sans la prise en compte desquels le conflit de 386 ne peut être bien compris; enfin, par une relecture attentive des quatre documents qui sont le fondement de notre information, les *epistulae* 20, 21, 21a, 22 d'Ambroise, de mettre de l'ordre dans un récit qui en manque souvent, tant de fois raconté de manière différente par les historiens confrontés à des questions de chronologie - date de la *Lettre à Marcelline*, jour où a été prononcé le *Contre Auxence* -, à des difficultés de cohérence entre le témoignage de la *Lettre* et celui de l'*Oratio*, à des problèmes d'identification des basiliques qui ont été successivement, voire simultanément l'objet des convoitises impériales, puis le théâtre du conflit.

En conclusion, il apparaît que, dans cet affrontement entre la Cour et Ambroise, s'esquisse une modification radicale des rapports entre l'État et l'Église : comme le signifie hautement l'évêque milanais à Valentinien II, l'empereur « est à l'intérieur de l'Église, non pas au-dessus d'elle » : les empereurs à venir, à commencer par Théodose, accepteront, bon gré mal gré, ce principe rappelé et imposé par Ambroise en 386.

Séance du 8 janvier 1987

Sur rapport de M. Jacques Hennequin, Mme Jeanne Demarolle, maître de conférences d'histoire romaine à la Faculté des Lettres de Metz, est élue au rang d'associé-libre.

L'Académie entend ensuite la communication de M. le Général P. Denis sur « La libération de Metz en 1944 ».

Si l'histoire de la Libération de la Lorraine est maintenant connue dans ses grandes lignes, ce n'était pas encore le cas pour celle de Metz. Le Général Denis précise notamment en ce qui concerne :

Les Américains : les causes de l'attente de septembre à novembre 1944, puis la prudente progression en ville même, du 18 au 22 novembre.

Les Allemands : les causes de leur défense désespérée surtout dans les forts, et la non-réalisation de leur plan de regroupement dans ces forts Ouest, par suite de la poussée américaine par Woippy.

Les Messins : leur résistance fatalement plus difficile qu'à « l'intérieur » : problème des chefs, des armes, des ponts pour les F.F.I.; réseau de renseignements Mithridate; agents Navarre.

Leurs dures conditions de vie et les problèmes non réglés, voire soulevés par la Libération.

Les nouvelles unités françaises : l'action forcément limitée, mais nécessaire des 8^e (Gravelotte), 16^e (Centre ville) et 30^e B.C.P. (Chambière) et des escadrons de Gardes (Palais du Gouverneur).

Prennent part au débat qui suit Mme de Selancy, M. l'abbé Dicop, MM. Feuga et Charles Hiegel.

Séance du 5 février 1987

M. le Docteur Rouillard présente ensuite un rapport sur la candidature, comme membre d'honneur, du professeur Jacques Caen, dont il souligne la valeur scientifique, la renommée internationale et les qualités humaines.

M. le Conseiller Henrion donne ensuite lecture de sa communication relative au « Secteur fortifié de Faulquemont en 1939-1940 : la bataille de juin 1940, l'héroïsme du corps-franc et l'affaire du Wenheck ».

La ligne Maginot, un lieu commun peut-être. Il n'est pas inutile de rappeler certains hauts faits de nature à mettre en évidence l'héroïsme d'une poignée de nos soldats. En juin 40, dans leur solitude, ils ont tenu. Ils ont inscrit à cette époque de glorieuse pages d'histoire. Il suffit de lire les journaux de marche pour s'en convaincre. Dans le secteur fortifié de Faulquemont, 800 des nôtres, sous béton, résistent du 3 juin au 2 juillet 1940, crânement, en infligeant de lourdes pertes au corps d'armée allemand Von Greiff, les encerclant. Pendant ce temps, le Corps-franc du secteur se dépense de manière héroïque et notamment au Wenheck, écart de Saint-Avold, sous les ordres du jeune lieutenant Pierre Buchoud, qui s'est révélé par la suite grand soldat en Indochine et en Algérie. Cette geste méconnue se devait d'être rappelée.

Prennent part au débat qui suit MM. Rouillard, Cahen, Dicop et Heck.

Séance du 5 mars 1987

Sur rapport de M. le docteur Rouillard, le docteur Jean-Paul Hennequin est élu membre-correspondant.

Le président invite ensuite le docteur Hamel à lire sa communication sur « La rage en 1868 et en 1968 en Moselle ».

1868-1968, entre ces deux dates, un siècle où la rage a disparu de nos régions. En 1968, provoquée par le même virus, la maladie s'est présentée dans les villes et les campagnes mosellanes sous un aspect très différent de celui connu avant 1868. Cet exposé a pour objet de relever les différences caractérisant ces deux épidémies de rage, dans leur origine, leur épidémiologie, leur prophylaxie sanitaire et médicale, leur traitement. Il a pour but de mettre en évidence les contraintes auxquelles les Mosellans ont dû s'adapter dans leur comportement journalier.

Le nombre et la qualité des intervenants au débat qui suit montrent à l'évidence l'intérêt porté par la compagnie au sujet traité. Y prennent part Mme Stamm, MM. André, Rouillard, Percebois, Béna, L'Hôte, Feuga, Noiré, Diligent, Grunwald, Henri Hiegel, Kolopp et Schnitzler.

Séance du 2 avril 1987

L'ordre du jour appelle ensuite la présentation par M. Gérard Schnitzler, trésorier de l'Académie, du compte de gestion de 1986. Il en ressort la bonne santé des finances, grâce à l'excellente tenue de la Bourse dans les dernières années. Le compte 1986 est approuvé à l'unanimité, ainsi que le projet de budget de 1987, présenté dans ses grandes lignes.

Le président André donne ensuite la parole à M. Henri Tribout de Morembert pour la lecture de sa communication sur « Bossuet, membre de l'Assemblée des Trois Ordres à Metz ».

Après avoir étudié l'an dernier « Bossuet, chanoine de Metz », l'auteur examine cette fois son activité comme membre de l'Assemblée des Trois Ordres de la ville où il siégeait en tant qu'archidiacre de Sarrebourg. Le futur évêque de Meaux fut mêlé à toutes les affaires importantes du moment : sauvegarde du Prince de Condé, logement des troupes en quartier d'hiver, état de la route d'Allemagne, conflit avec

les officiers du bailliage et avec les avoués de la garnison, reconstruction de la digue de Wadrineau, rétablissement du parlement à Metz. C'est Bossuet qui prit la tête de la délégation messine le 8 août 1658 chargée d'aller féliciter à Sedan leur illustre concitoyen Abraham Fabert, élevé par le roi à la dignité de Maréchal de France. Bossuet siégea pour la dernière fois à l'Assemblée le 4 février 1659 mais il devait rester encore dix années à Metz pour le plus grand bonheur de la cité.

Au débat qui suit prennent part Mme de Sélancy, MM. Mercier, de Pange, Sutter, Henri Hiegel, Bour, Mendel, Jung, Hennequin et Le Moigne.

La « Sortie aux champs » conduira l'Académie au pays de Saint-Avold, le vendredi 15 mai. MM. Henrion et Grunwald, chargés avec M. Metzger, de son bon déroulement, en présentent les lignes générales.

M. Henri Hiegel s'inquiète de la publication de la suite de la *Bibliographie lorraine*. MM. Hubert Collin et Yves Le Moigne font le point de la question... pour conclure que l'affaire est pendante et que l'Académie est toujours en quête d'une solution.

Séance du 7 mai 1987

La parole est donnée à Monsieur François Roth, pour sa communication « La sidérurgie lorraine et le plan Schuman ».

Après avoir rappelé le contexte particulier de la fin des années « quarante » et du début de la décennie « cinquante », la situation de la sidérurgie lorraine et la place de Robert Schuman sur l'échiquier politique, national et local, l'auteur montre dans un exposé très documenté, comment le patronat de la sidérurgie était hostile, pour de multiples raisons, à la création de la C.E.C.A. Il met en lumière l'action de quelques personnalités, qui, convaincues de l'intérêt de l'initiative de Robert Schuman, travaillèrent à retourner la situation.

Au débat qui suit prennent part M. Philippe, qui complète l'exposé de M. Roth par l'évocation de souvenirs personnels, Mme de Sélancy et MM. Lesage, Sutter, Mercier, Grunwald et Dicop.